

La Belgique pourrait bien éviter la sanction budgétaire européenne

LE RÉSUMÉ

La Commission a revu à la baisse la croissance belge pour 2016 et 2017.

Et se montre moins optimiste que le gouvernement Michel sur les réformes structurelles.

Sanction en vue? Pas si vite.

L'Europe évaluera les efforts des Etats le 18 mai. La mauvaise performance de certains, dont l'Italie, pourrait «sauver» le soldat Belgique.

BENOÎT MATHIEU

On s'attend rarement à ce que le printemps se montre plus rude que l'hiver qui précède. Mais ce qui est improbable en météorologie n'est pas exclu en termes de pronostics économiques. La Commission vient d'en apporter la preuve, en publiant ce mardi ses prévisions économiques de printemps. Face à un contexte mondial moins favorable qu'en février, l'Europe a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la zone euro (lire ci-dessous). La Belgique n'y échappe pas, surtout que l'impact des attentats commis à Bruxelles risque de se faire sentir dès le deuxième trimestre.

Cette année, il faudra se contenter de 1,2% de progression du PIB, et de 1,6% l'an prochain; on parlait précédemment de 1,3% et 1,7%.

1 Que disent les chiffres budgétaires belges?

A priori, le bulletin adressé à la Belgique n'est pas flamboyant. Après s'être fixé à 2,6% du PIB en 2015, le déficit nominal de la Belgique devrait s'enfoncer à 2,8% cette

année, pour atteindre 2,3% en 2017. Quant au déficit structurel, c'est-à-dire débarrassé des aléas de la conjoncture et des effets des mesures non récurrentes, sa convalescence s'effectue à un tempo, disons, ralenti: une amélioration de 0,2% du PIB en 2015 et de 0,25% cette année-ci - alors que l'Europe impose à la Belgique un rythme annuel de 0,6%. L'Europe le voit à 2,3% en 2016 et 2,1% en 2017. De quoi remettre en cause le retour à l'équilibre structurel dès 2018?

2 Le budget de la Belgique prend-il l'eau?

Des chiffres, cela se commente et s'explique. Le pic du déficit nominal en 2016 n'est qu'une demi-surprise. L'indexation salariale repointe le bout de son nez, le tax shift produit des effets budgétaires négatifs supposés s'estomper l'année prochaine et la Belgique fait face à un ajustement rétroactif de sa contribution au budget de l'Europe pour 2014 et 2015. Ajoutez à cela que dans ces données, figurent les coûts liés à la crise de l'asile (estimés à 0,17% du PIB) et à la sécurité (0,12%). Signalons au passage la formulation ironique de la Commission qui indique que le timing de récupération des avantages indus perçus par des sociétés dans le cadre des excess profit rulings n'est pas connu, alors que la Belgique a saisi la justice pour ne pas devoir réclamer ces 700 millions d'euros.

Penchons-nous plutôt sur le soldé structurel, qui constitue le véritable thermomètre européen. Fin 2015, la Commission le situe à 2,6% du PIB, alors que la Belgique a placé son curseur à 2,3%. Rappelons que l'Europe ne tient pas compte d'une série de

mesures, jugées trop imprécises. C'est le cas du «redesign de l'Etat», du renforcement du rendement de la taxe Caïman ou de certaines économies dans la Sécu.

Pour l'heure, l'Europe estime que la

Belgique effectuera en 2016 un assainissement structurel à hauteur de 0,25% de son PIB. Nettement insuffisant. Sauf qu'il faut aussi tenir compte des 0,29% de PIB relatifs à la crise de l'asile et à la sécurité, pour lesquels la Belgique a quémanté la clémence européenne - autrement dit, que ces dépenses ne rentrent pas en ligne de compte dans l'évaluation du respect de la trajectoire budgétaire. Ce qui nous mène à 0,54%, soit pas tellement loin des 0,6% exigés par l'Europe. N'empêche. Le retour à l'équilibre en 2018 reste un objectif pour le moins ambitieux, glisse-t-on dans les couloirs du Berlaymont.

3 La Belgique risque-t-elle une sanction européenne?

Ce mardi, la communication adressée par la Commission était essentiellement économique. Pour la politique, il faudra attendre le 18 mai: c'est à cette date seulement que l'Europe se prononcera sur les budgets des Etats membres et, si nécessaire, actionnera des sanctions. Le cas de la Belgique est tout sauf limpide. Voilà un pays à la dette massive (106,4% du PIB, loin au-dessus des 60% officiellement autorisés), qui n'a pas respecté ses engagements en 2015 (0,2% d'efforts structurels en lieu et place des 0,6% attendus) et qui risque de remettre le couvert en 2016. Or si la Commission peut fermer les yeux sur un écart, elle a tendance à ne pas apprécier quand le scénario se répète deux années de suite.

La Belgique va-t-elle (re) valser dans une procédure pour déficit excessif? Pas si vite. Parce que bon nombre de pays font encore moins bien et ne présentent même pas une amélioration de 0,25%. Prenez l'Italie, dont le destin budgétaire était jusqu'ici plus ou moins lié à celui de la Belgique. Cette année, elle enregistre une détérioration structurelle de 0,7% de son PIB!

Le retour à l'équilibre structurel en 2018 reste un objectif pour le moins ambitieux.

La croissance en zone euro revue à la baisse

VINCENT GEORIS

Ralentissement en Chine, attaques terroristes, tensions géopolitiques, menace de départ du Royaume-Uni... Face à la multiplication des risques, exogènes et endogènes, la Commission européenne a revu légèrement à la baisse ses prévisions de croissance de la zone euro.

L'exécutif européen voit désormais le PIB des 19 pays utilisant l'euro comme monnaie croître de 1,6% en 2016 et 1,8% en 2017, contre respectivement 1,7% et 1,9% prévus en février dernier. «La croissance économique de la zone euro reste modérée et fragile», dit Pierre Moscovici, le commissaire européen aux Affaires économiques et financières.

Deux pays, l'Irlande et l'Espagne, se distinguent par leur dynamisme. La croissance est modeste, par contre, dans les grandes économies (voir infographie).

La Grèce est le seul pays de la zone euro en récession en 2016 (-0,3%). Un rebond est prévu l'an prochain (+2,7%) si, comme le croit la Commission, le regain de confiance et les réformes structurelles s'accroissent. Les négociations entre le gouvernement d'Alexis Tsipras et les créanciers de la Grèce butent actuellement sur les moyens de réduire le déficit public.

La croissance de l'Union européenne sera légèrement supérieure à celle de la zone euro, à 1,8% (2016) et 1,9% (2017). Elle restera inférieure à celle des États-Unis (2,3% et 2,2%) et supérieure à celle du Japon (0,8% et 0,4%).

Le Royaume-Uni, en prise aux incertitudes du «Brexib», fait pâle figure. Sa croissance ralentit à 1,8% par rapport à l'année dernière (2%).

L'énergie a, pour l'instant, un effet positif sur la croissance. «La chute des prix du pétrole va continuer à soutenir la croissance des revenus des ménages», ajoute le commissaire. Mais la Commission prévoit une hausse de l'inflation en Europe à 1,5% en 2017 (contre 0,3% en 2016), due à une remontée des prix de l'énergie.

Bonne nouvelle, le chômage diminue en zone euro (voir infographie), en particulier «dans les États qui ont mis en chantier des réformes, comme l'Italie, le Portugal et l'Espagne», précise M. Moscovici. En Belgique, il reculerait à 7,7% en 2017, contre 8,2% en 2016 et 8,5% en 2015.

Par ailleurs, l'intégration des réfugiés sur les marchés du travail de certains pays, comme l'Allemagne et la Suède, produira des effets positifs cette année.

Le secteur public trop endetté

Le talon d'Achille du Vieux Continent? «Des niveaux élevés d'endettement public et privé, les vulnérabilités du secteur financier et la perte de compétitivité», énumère Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne chargé de l'euro.

Même si le déficit public de la zone euro recule de 1,9% du PIB en 2016 à 1,6% en 2017, les inégalités entre les pays de la zone euro restent importantes. Trois États, la France,

l'Espagne et la Grèce, sont dans le collimateur de la Commission en raison d'un déficit public excessif (supérieur à 3%).

L'Espagne (-3,9%) va rater son objectif de réduction de son déficit pour cette année, ce qui signifie qu'elle devrait recevoir une carte rouge de l'Europe.

L'Italie, dont la dette publique brute est une des plus élevées de la zone euro (132,7% du PIB) est, elle aussi, dans le viseur de l'exécutif européen. Son déficit public (-2,4%), par contre, reste dans les limites acceptables du pacte de stabilité.

La recette, pour l'avenir, traduit le credo keynésien de la Commission. «Une action publique déterminante visant à réformer et moderniser nos économies est l'unique moyen de garantir une croissance forte et durable, de créer de l'emploi et d'offrir à tous de bonnes conditions sociales», résume M. Dombrovskis.

+1,6%

La Commission européenne anticipe une croissance de 1,6% du PIB en zone euro cette année. C'est légèrement en retrait par rapport aux prévisions de février (+1,7%).

PRÉVISIONS DE CROISSANCE EN EUROPE (2016)

